



ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE
EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Recueil des délibérations
du 28 septembre 2017**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

251^{ème} séance

(14^{ème} séance du 9^{ème} mandat)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

Délibération N° 2017/19	ÉLECTIONS ET DÉSIGNATIONS D'UN MEMBRE À LA COMMISSION DES AIDES FINANCIÈRES REPRÉSENTANT LES USAGERS	5
Délibération N° 2017/20	CHARTRE DE DÉONTOLOGIE	7
	MOTION RELATIVE AUX ARBITRAGES BUDGÉTAIRES DE 2018 À 2022	9
Délibération N° 2017/21	ADAPTATION DU 10 ^{ème} PROGRAMME	11
Délibération N° 2017/22	EXÉCUTION DU BUDGET ET DU PROGRAMME SUR L'EXERCICE 2017 : BUDGET RECTIFICATIF N°2	15
Délibération N° 2017/23	ACCORD CADRE DE COOPERATION AVEC LA RÉGION GRAND EST	31
Délibération N° 2017/24	PRIMES 2017 : SUPPRESSION TEMPORAIRE D'UNE CONDITION D'ÉLIGIBILITÉ	33
Délibération N° 2017/25	APPEL À PROJETS « QUARTIERS SOCIAUX »	35
Délibération N° 2017/26	ARRET DES AIDES A L'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX POUR L'EAU	37

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2017

DÉLIBÉRATION N° 2017/20 : CHARTE DE DÉONTOLOGIE

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu l'article 36 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- Vu la loi n° 2013/907 sur la transparence du 11 octobre 2013 et notamment ses articles 1 et 2
- Vu le Code de l'Environnement ;
- Vu le rapport du Directeur Général de l'Agence de l'Eau

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

Article 1 : le conseil d'administration se dote d'une charte de déontologie et d'une politique de prévention des conflits d'intérêts, en particulier la mise en place d'une commission de déontologie, présidée par le président du conseil d'administration. Cette commission est chargée de statuer sur les manquements à la charte, analyser les déclarations d'intérêts et prévenir toute difficulté. Elle rend compte de ses travaux au conseil.

Article 2 : la charte de déontologie et la déclaration d'intérêts qui y est associée sont adoptées par le conseil d'administration.

Article 3 : Ces documents sont annexés au règlement intérieur du conseil d'administration.

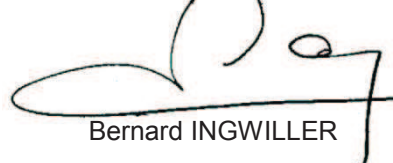
Article 4 : Le président du conseil d'administration et le directeur général de l'agence sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Vice-Président
du Conseil d'administration,



Bernard INGWILLER

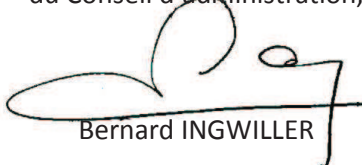
Motion relative aux arbitrages budgétaires de 2018 à 2022

Le Conseil d'administration a pris connaissance des éléments d'arbitrage relatifs au budget pour 2018 et pour le 11^{ème} programme et au plafond d'emploi d'ici 2022.

Après en avoir débattu, le conseil d'administration

- 1- **Partage pleinement les orientations ministérielles** dans le domaine de la biodiversité et dans l'atténuation du changement climatique et rappelle que ces orientations ont déjà été intégrées par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse depuis plusieurs années ;
- 2- **Déplore les nouvelles réductions de moyens budgétaires** de l'agence de l'eau en vue de son 11^{ème} Programme alors que les demandes d'investissement sont croissantes dans un contexte d'élargissement de son champ d'activité, et souhaite que les ressources fiscales de l'eau demeurent clairement et prioritairement affectées au grand cycle de l'eau ;
- 3- **Dénonce la mainmise de l'Etat sur le fonctionnement démocratique des agences de l'eau** par un plafonnement arbitraire de ses recettes de redevances et par un détournement non concerté de ses ressources financières au bénéfice d'autres opérateurs ;
- 4- **Demande de reconsidérer l'application du plafond des redevances dès 2018**, lequel exigerait à titre conservatoire des réductions d'interventions et d'aides au fonctionnement, sans possibilité d'anticipation ;
- 5- **Sollicite une révision à la hausse du plafond d'emplois** – notamment celui de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, particulièrement pénalisée par la clé de répartition inter-agences. La baisse envisagée compromettrait la déclinaison de certaines politiques, répondant à de véritables besoins des territoires ;
- 6- **Sollicite l'attention personnelle du Ministre** sur la nécessité d'avancées rapides dans le domaine du statut du personnel des agences de l'eau ;
- 7- **Constate avec désolation** que les nouvelles réductions des moyens budgétaires et humains constituent une source de démotivation pour les personnels et les administrateurs, dont l'engagement à la cause environnementale ne saurait être contesté.

Le Vice-Président
du Conseil d'administration,



Bernard INGWILLER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2017

DÉLIBÉRATION N° 2017/21 : ADAPTATION DU 10^{ème} PROGRAMME

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu l'instruction du 21 novembre 2016 relative au suivi de l'exécution des 10èmes programmes d'intervention des agences de l'eau;
- Vu la délibération n°2012/28 du 12 octobre 2012 adoptant le 10^{ème} Programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2013-2018);
- Vu la délibération n° 2015/24 du 13 octobre 2015 adoptant le document portant révision du 10^{ème} programme d'intervention;
- Vu le budget rectificatif 1 au budget de l'exercice 2017 approuvé par les autorités de tutelle;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

Les autorisations de programme pour l'année 2017 sont réparties comme suit conformément au tableau annexé à la présente délibération :

Domaine 1 : Connaissance, Planification, Gouvernance	32 436 000 €
Domaine 2 : Mesures générales de gestion de l'eau	68 187 000 €
Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau	62 450 000 €
Hors plafond de dépenses	41 873 614 €
TOTAL GENERAL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	204 964 614 €

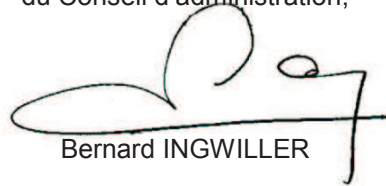
Le Directeur général de l'Agence de l'eau est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Vice-Président
du Conseil d'administration,



Bernard INGWILLER

Destinations	Autorisations de programme 2017
29. Planification	427 000,00
31. Etudes générales	927 000,00
32. Connaissances environnementales	5 983 735,00
33. Action internationale	1 520 000,00
34. Information, communication, éducation à l'environnement	1 814 000,00
43. Dépenses de personnel	13 830 000,00
41. Dépenses de fonctionnement encadrées	2 400 770,00
41. Dépenses de fonctionnement	559 230,00
44. Charges de régularisation	700 000,00
42. Immobilisations	2 020 000,00
48 dépenses liées aux redevances	2 068 265,00
49. dépenses liées aux interventions	204 000,00
Total domaine 1	32 454 000

Destinations	Autorisations de programme 2017
11. Stations d'épuration des collectivités	18 800 000,00
12. Réseaux d'assainissement des collectivités	35 500 000,00
15. Assistance technique à la dépollution	3 187 000,00
19. Divers pollution	700 000,00
25. Eau potable	10 000 000,00
Total domaine 2	68 187 000

	Autorisations de programme 2017
11.11. Stations d'épuration des collectivités PLUVIALES	0
12.3. Réseaux d'assainissement des collectivités PLUVIALES	5 500 000
13. Lutte contre la pollution industrielle	8 500 000
14. Aides à l'élimination des déchets	2 300 000
18. Agriculture	16 300 000
21. Gestion quantitative de la ressource	4 750 000
23. Protection de la ressource	3 400 000
24. Restauration et gestion des milieux aquatiques	21 700 000
Total domaine 3	62 450 000

	Autorisations de programme 2017
17. Aide à la performance épuratoire	18 800 000,00
50. Fonds de concours +prél. Except.	23 073 614,00
Total Hors plafond	41 873 614
TOTAL	204 964 614

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2017

**DÉLIBÉRATION N° 2017/22 : EXÉCUTION DU BUDGET ET DU PROGRAMME SUR L'EXERCICE 2017 :
BUDGET RECTIFICATIF N°2**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 193 et 194 ;
- Vu l'instruction DE-CF du 17 mai 2013 relative au suivi de l'exécution des 10èmes Programmes d'intervention des Agences de l'eau ;
- Vu la délibération n° 2012/18 du 12 octobre 2012 adoptant le 10^{ème} Programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2013-2018) ;
- Vu la délibération n° 2015/24 du 13 octobre 2015 adoptant le document portant révision du 10^{ème} Programme d'intervention ;
- Vu la délibération n° 2014/18 du 16 octobre 2014 relative à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Directeur général de l'Agence de l'eau ;
- Vu la délibération n° 2016/34 du 1 décembre 2016 relative à l'adoption du budget initial pour l'année 2017,
- Vu la délibération n° 2017/09 du 30 juin 2017 relative à l'adoption du budget rectificatif n°1 et la décision directeur du 30 juin 2017 modifiant la répartition des autorisations de programme
- Vu la circulaire n° DF-2B2O-14-3009 du 20 août 2015 relative au cadre budgétaire et comptable des organismes publics et des opérateurs de l'État pour 2016 ;

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

D'approuver les autorisations budgétaires suivantes :

- 183 ETPT sous plafond et 2,57 ETPT hors plafond
- 193 223 000 € d'autorisations d'engagement dont :
 - o 13 830 000 € pour le personnel,
 - o 4 260 000 € pour le fonctionnement,
 - o 173 113 000 € pour l'intervention,
 - o 2 020 000 € pour l'investissement
- 166 253 814 € de crédits de paiement dont :
 - o 13 830 000 € pour le personnel,
 - o 4 283 054 € pour le fonctionnement,
 - o 143 822 760 € pour l'intervention,
 - o 4 318 000 € pour l'investissement
- 161 703 330€ de prévisions de recettes
- - 4 550 484 € de solde budgétaire

ARTICLE 2 :

D'approuver les prévisions budgétaires suivantes :

- - 16 148 898 € de variation de trésorerie,
- + 1 181 616 € de résultat patrimonial,
- 2 333 116 € de capacité d'autofinancement,
- - 13 553 298 € de variation de fonds de roulement.

L'ensemble des tableaux budgétaires sont annexés à la présente délibération.

ARTICLE 4 :

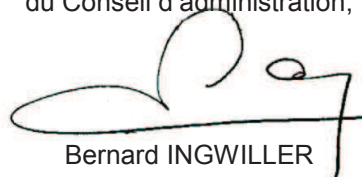
Le Directeur général de l'Agence de l'eau est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Vice-Président
du Conseil d'administration,



Bernard INGWILLER

TABLEAU 2 Autorisations budgétaires

DEPENSES							RECETTES = B			
	AE			CP = C			BR1 2017	BR2 2017	Ecart BR2/BR1	
	BR1 2017	BR2 2017	Ecart BR2/BR1	BR1 2017	BR2 2017	Ecart BR2/BR1				
Personnel	13 830 000	13 830 000	-	13 830 000	13 830 000	-	161 493 330	161 703 330	+ 210 000	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	205 000	205 000	-	205 000	205 000	-	-	-	-	Subvention pour charges de service public
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Autres financements de l'Etat
	-	-	-	-	-	-	160 666 400	160 876 400	+ 210 000	Fiscalité affectée
Fonctionnement	3 660 000	4 260 000	+ 600 000	3 683 054	4 283 054	+ 600 000	-	-	-	Autres financements publics
	-	-	-	-	-	-	826 930	826 930	-	Recettes propres
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Intervention	157 434 000	173 113 000	+ 15 679 000	143 822 760	143 822 760	-	-	-	-	Recettes fléchées*
<i>dont AFB</i>	8 671 000	8 671 000	-	8 671 000	8 671 000	-	-	-	-	Financements de l'Etat fléchés
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Autres financements publics fléchés
Investissement	2 020 000	2 020 000	-	4 318 000	4 318 000	-	-	-	-	Recettes propres fléchées
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	176 944 000	193 223 000	16 279 000	165 653 814	166 253 814	600 000	161 493 330	161 703 330	210 000	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)				-	-	-	4 160 484	4 550 484	390 000	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

TABLEAU 3
Budget par destination et par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT										Ecart BR2/BR1
	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total		
	BR1 2017	BR2 2017	BR1 2017	BR2 2017	BR1 2017	BR2 2017	BR1 2017	BR2 2017	BR1 2017	BR2 2017	
11 Installations de traitement des eaux usées domestiques					16 700 000	17 949 000			16 700 000	17 949 000	1 249 000
11.11 Stations d'épuration des collectivités pluviales									-	-	-
12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques					27 600 000	34 785 000			27 600 000	34 785 000	7 185 000
12.3 Réseaux d'assainissement des collectivités pluviales						1 631 000			-	1 631 000	1 631 000
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles					13 000 000	14 519 000			13 000 000	14 519 000	1 519 000
14 Elimination des déchets					1 700 000	1 701 000			1 700 000	1 701 000	1 000
15 Assistance technique à la dépollution					3 187 000	3 500 000			3 187 000	3 500 000	313 000
16 Primes pour épuration									-	-	-
17 Aide à la performance épuratoire					18 800 000	18 800 000			18 800 000	18 800 000	-
18 Lutte contre la pollution agricole					17 300 000	19 327 000			17 300 000	19 327 000	2 027 000
19 Divers pollution					700 000	700 000			700 000	700 000	-
21 Gestion quantitative de la ressource					2 350 000	3 555 000			2 350 000	3 555 000	1 205 000
23 Protection de la ressource					2 500 000	3 202 000			2 500 000	3 202 000	702 000
24 Restauration et gestion des milieux aquatiques					20 300 000	22 226 000			20 300 000	22 226 000	1 926 000
25 Eau potable					7 700 000	8 473 000			7 700 000	8 473 000	773 000
29 Planification et gestion à l'échelle du bassin					480 000	533 000			480 000	533 000	53 000
31 Etudes générales					1 378 000	1 378 000			1 378 000	1 378 000	-
32 Connaissance environnementale					9 981 735	6 881 735			9 981 735	6 881 735	- 3 100 000
33 Action internationale					1 600 000	1 623 000			1 600 000	1 623 000	23 000
34 Information, communication , etc...					1 314 000	1 386 000			1 314 000	1 386 000	72 000
41 Fonctionnement hors amortissement hors personnel			2 960 000	2 960 000					2 960 000	2 960 000	-
42 Immobilisations							2 020 000	2 020 000	2 020 000	2 020 000	-
43 Dépenses de personnel	13 830 000	13 830 000							13 830 000	13 830 000	-
44 Charges de régularisation			700 000	1 300 000					700 000	1 300 000	600 000
48 Dépenses liées aux redevances					1 968 265	2 068 265			1 968 265	2 068 265	100 000
49 Dépenses liées aux interventions					204 000	204 000			204 000	204 000	-
50 Contribution à l'ONEMA					8 671 000	8 671 000			8 671 000	8 671 000	-
60 Prélèvement exceptionnel									-	-	-
TOTAL	13 830 000	13 830 000	3 660 000	4 260 000	157 434 000	173 113 000	2 020 000	2 020 000	176 944 000	193 223 000	16 279 000

Budget	CREDITS DE PAIEMENT										Ecart BR2/BR1
	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total (B)		
	BR1 2017	BR2 2017	BR1 2017	BR2 2017	BR1 2017	BR2 2017	BR1 2017	BR2 2017	BR1 2017	BR2 2017	
11 Installations de traitement des eaux usées domestiques					16 960 000	16 960 000			16 960 000	16 960 000	-
11.11 Stations d'épuration des collectivités pluviales					-	-			-	-	-
12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques					28 169 000	28 169 000			28 169 000	28 169 000	-
12.3 Réseaux d'assainissement des collectivités pluviales									-	-	-
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles					11 883 860	11 883 860			11 883 860	11 883 860	-
14 Elimination des déchets					1 835 000	1 835 000			1 835 000	1 835 000	-
15 Assistance technique à la dépollution					3 200 000	3 200 000			3 200 000	3 200 000	-
16 Primes pour épuration									-	-	-
17 Aide à la performance épuratoire					18 800 000	18 800 000			18 800 000	18 800 000	-
18 Lutte contre la pollution agricole					11 364 000	11 364 000			11 364 000	11 364 000	-
19 Divers pollution					700 000	700 000			700 000	700 000	-
21 Gestion quantitative de la ressource					2 879 500	2 879 500			2 879 500	2 879 500	-
23 Protection de la ressource					2 030 000	2 030 000			2 030 000	2 030 000	-
24 Restauration et gestion des milieux aquatiques					14 956 000	14 956 000			14 956 000	14 956 000	-
25 Eau potable					8 266 200	8 266 200			8 266 200	8 266 200	-
29 Planification et gestion à l'échelle du bassin					456 000	456 000			456 000	456 000	-
31 Etudes générales					896 000	896 000			896 000	896 000	-
32 Connaissance environnementale					6 674 500	6 674 500			6 674 500	6 674 500	-
33 Action internationale					1 947 000	1 947 000			1 947 000	1 947 000	-
34 Information, communication, etc...					2 433 800	2 433 800			2 433 800	2 433 800	-
41 Fonctionnement hors amortissement hors personnel			2 983 054	2 983 054					2 983 054	2 983 054	-
42 Immobilisations							4 318 000	4 318 000	4 318 000	4 318 000	-
43 Dépenses de personnel	13 830 000	13 830 000							13 830 000	13 830 000	-
44 Charges de régularisation			700 000	1 300 000					700 000	1 300 000	600 000
48 Dépenses liées aux redevances					1 556 900	1 556 900			1 556 900	1 556 900	-
49 Dépenses liées aux interventions					144 000	144 000			144 000	144 000	-
50 Contribution à l'ONEMA					8 671 000	8 671 000			8 671 000	8 671 000	-
60 Prélèvement exceptionnel									-	-	-
TOTAL	13 830 000	13 830 000	3 683 054	4 283 054	143 822 760	143 822 760	4 318 000	4 318 000	165 653 814	166 253 814	600 000

TABLEAU 4

Equilibre financier

BESOINS				FINANCEMENTS			
	BR1 2017	BR2 2017	Ecart BR2/BR1	BR1 2017	BR2 2017	Ecart BR2/BR1	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	4 160 484	4 550 484	+ 390 000		-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Avances remboursables uniquement	9 325 000	9 325 000	-	10 429 200	10 429 200	-	Remboursements de prêts(b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)		-	-		-	-	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) dont prélèvement exceptionnel	12 702 614	12 702 614	-		-	-	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	26 188 098	26 578 098	+ 390 000	10 429 200	10 429 200	-	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	-	-	-	15 758 898	16 148 898	+ 390 000	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)		-	-		-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-	-	-	15 758 898	16 148 898	+ 390 000	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
		-	-		-	-	
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	26 188 098	26 578 098	+ 390 000	26 188 098	26 578 098	+ 390 000	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

TABEAU 6
Compte de résultat prévisionnel et état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants		PRODUITS	Montants	
	BR1 2017	BR2 2017		BR1 2017	BR2 2017
Personnel	13 830 000	13 830 000	Subventions de l'Etat	-	-
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	-	-	Fiscalité affectée	163 980 000	164 190 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	6 564 554	7 164 554	Autres subventions	-	-
Intervention (le cas échéant)	143 840 760	143 840 760	Autres produits	1 826 930	1 826 930
TOTAL DES CHARGES (1)	164 235 314	164 835 314	TOTAL DES PRODUITS (2)	165 806 930	166 016 930
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	1 571 616	1 181 616	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-
<i>Ecart BR1-BR2</i>	-	390 000,00	<i>Ecart BR1-BR2</i>	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	165 806 930	166 016 930	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	165 806 930	166 016 930

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants		
	BR1 2017	BR2 2017	Ecart BR1-BR2
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	1 571 616,00	1 181 616,00	- 390 000,00
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 150 000,00	2 150 000,00	-
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 000 000,00	1 000 000,00	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	31 500,00	31 500,00	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	30 000,00	30 000,00	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	2 723 116,00	2 333 116,00	- 390 000,00

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants		RESSOURCES	Montants	
	BR1 2017	BR2 2017		BR1 2017	BR2 2017
Insuffisance d'autofinancement	-	-	Capacité d'autofinancement	2 723 116,00	2 333 116,00
	-	-	Financement de l'actif par l'Etat	-	-
Investissements	4 318 000,00	4 318 000,00	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	-	-
	-	-	Retour d'avances	10 429 200,00	10 429 200,00
Avances	9 325 000,00	9 325 000,00	Autres ressources	30 000,00	30 000,00
TOTAL DES EMPLOIS (5)	13 643 000,00	13 643 000,00	TOTAL DES RESSOURCES (6)	13 182 316,00	12 792 316,00
<i>Ecart BR1-BR2</i>	-	-	<i>Ecart BR1-BR2</i>	-	390 000,00
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	460 684,00	850 684,00
<i>Ecart BR1-BR2</i>	-	-	<i>Ecart BR1-BR2</i>	390 000,00	-

Variation et niveau théorique du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants		
	BR1 2017	BR2 2017	Ecart BR1-BR2
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 460 684	- 850 684	- 390 000
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	2 595 600	2 595 600	-
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) hors prélèvement exceptionnel*	- 3 056 284	- 3 446 284	- 390 000
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	59 593 170	59 203 170	- 390 000
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	24 900 223	24 900 223	-
Niveau de la TRESORERIE	34 692 947	34 302 947	- 390 000

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie
après prélèvement exceptionnel de l'Etat

	Montants		
	BR1 2017	BR2 2017	Ecart BR1-BR2
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 13 163 298	- 13 553 298	- 390 000
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	2 595 600	2 595 600	-
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 15 758 898	- 16 148 898	- 390 000
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	33 677 991	33 287 991	- 390 000
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	11 687 658	11 687 658	-
Niveau de la TRESORERIE	21 990 333	21 600 333	- 390 000

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	37 749 231	43 416 064	46 550 335	51 804 394	43 237 101	34 611 438	37 432 728	36 603 844	31 417 726	43 649 695	32 168 343	19 863 602	
ENCAISSEMENTS													
<i>Recettes budgétaires globalisées</i>	6 175 915	6 937 464	11 741 184	3 985 211	1 256 423	17 825 325	16 412 425	13 539 379	33 814 479	9 751 139	22 687 365	16 537 565	160 663 873
Subvention pour charges de service public													-
Autres financements de l'État													-
Fiscalité affectée	6 070 269	6 802 326	11 725 681	3 953 954	1 232 339	17 801 476	16 187 924	13 534 866	33 811 966	9 748 626	22 432 466	16 535 053	159 836 944
Autres financements publics													-
Recettes propres	105 646	135 138	15 503	31 257	24 084	23 850	224 502	4 513	2 513	2 513	254 899	2 512	826 929
<i>Recettes budgétaires fléchées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de l'État fléchés													-
Autres financements publics fléchés													-
Recettes propres fléchées													-
<i>Opérations non budgétaires</i>	557 335	6 593 804	2 685 179	185 584	218 669	246 319	1 103	196 133	196 133	196 133	196 133	196 133	11 468 656
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissement en capital (retour avances et prêts au personnel)		6 580 856	2 323 281	78 309	205 458	246 319	1 103	196 133	196 133	196 133	196 133	196 133	10 415 989
Autres encaissements	557 335	12 948	361 898	107 276	13 211								1 052 667
Opérations gérées en comptes de tiers :													-
- TVA encaissée													-
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements													-
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													-
A. TOTAL	6 733 250	13 531 268	14 426 362	4 170 795	1 475 092	18 071 644	16 413 528	13 735 511	34 010 611	9 947 271	22 883 498	16 733 697	172 132 529
DECAISSEMENTS		20 264 518	34 690 880	38 861 675	40 336 767	58 408 411	74 821 940						
<i>Dépenses liées à des recettes globalisées</i>	1 031 695	10 069 020	8 451 703	8 529 683	9 912 840	11 296 619	17 006 555	18 191 819	21 048 831	20 976 101	24 766 599	14 096 967	165 378 431
Personnel	1 002 580	1 221 070	1 265 815	1 060 306	1 097 072	1 097 917	1 155 056	1 180 124	1 185 386	1 240 124	1 185 124	1 139 425	13 830 000
Fonctionnement	1 605	152 691	336 998	118 836	466 317	447 756	207 938	472 630	472 630	517 892	592 630	495 134	4 283 054
Intervention	27 510	8 441 191	6 802 821	7 330 070	8 031 579	9 579 523	15 562 889	16 535 709	18 736 179	18 736 179	22 437 179	10 726 548	142 947 377
Investissement	-	254 068	46 069	20 471	317 872	171 423	80 672	3 356	654 636	481 906	551 666	1 735 860	4 318 000
<i>Dépenses liées à des recettes fléchées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnel													-
Fonctionnement													-
Intervention													-
Investissement													-
<i>Opérations non budgétaires</i>	34 722	327 978	720 600	4 208 404	187 915	3 953 736	235 856	729 811	729 811	452 522	10 421 640	900 000	22 902 997
Prêts : décaissements en capital (attribution d'avances)		179 158	415 031	3 822 132		50 979	235 856	729 811	729 811	452 522	1 529 811	900 000	9 045 112
Prélèvement sur le FDR pour le budget de l'Etat						3 810 785					8 891 829		12 702 614
Autres décaissements pour le compte de tiers	34 722	148 820	305 569	386 272	187 915	91 972							1 155 270
Opérations gérées en comptes de tiers :													-
- TVA décaissée													-
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements													-
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													-
B. TOTAL	1 066 417	10 396 997	9 172 303	12 738 087	10 100 755	15 250 355	17 242 412	18 921 630	21 778 642	21 428 623	35 188 239	14 996 967	188 281 427
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	5 666 833	3 134 271	5 254 059	- 8 567 293	- 8 625 663	2 821 290	- 828 883	- 5 186 119	12 231 969	-11 481 352	-12 304 741	1 736 731	
SOLDE CUMULE (1) + (2)	43 416 064	46 550 335	51 804 394	43 237 101	34 611 438	37 432 728	36 603 844	31 417 726	43 649 695	32 168 343	19 863 602	21 600 333	

11 463 414 11 463 414 20 635 718 33 373 805 43 474 560 58 724 915 75 967 326

Commentaire : le tableau a été actualisé des réalisations pour les mois de janvier à août, les prévisions pour le reste de l'année ont été recalées.

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BR1 2017	BR2 2017	ECART BR1/BR2	
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	223 444 472	223 444 472	-	
	2 Niveau initial du fonds de roulement	46 841 289	46 841 289	-	
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	9 092 058	9 092 058	-	
	4 Niveau initial de la trésorerie	37 749 231	37 749 231	-	
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée			-	
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	37 749 231	37 749 231	-		
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	176 944 000	192 923 000	15 979 000	
	6 Résultat patrimonial	1 571 616	1 181 616	- 390 000	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	2 723 116	2 333 116	- 390 000	
	8 Variation du fonds de roulement	- 460 684	- 850 684	- 390 000	
	9 Opérations bilancielle non budgétaires	SENS	1 104 200	1 104 200	-
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ 10 429 200	10 429 200	-
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	- 9 325 000	9 325 000	-
		Cautionnements et dépôts Frais de gestion	+		-
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	- 700 000	- 700 000	-
		Variation des stocks	+/-		-
		Production immobilisée	+		-
		Charges sur créances irrécouvrables	- 700 000	700 000	-
		Produits divers de gestion courante	+		-
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	3 313 600	3 313 600	-
		Ecart entre les émissions et les encaissements	+ 3 313 600	3 313 600	-
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours			-
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-		-
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-		-	
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		- 4 178 484	- 4 568 484	- 390 000
		12.a Recettes budgétaires	161 493 330	161 703 330	210 000
12.b Crédits de paiement ouverts		165 653 814	166 253 814	600 000	
13 Décalages de flux de trésorerie		11 580 414	11 580 414	-	
	13.a liés aux opérations en capital (avances remboursables)	- 1 122 200	1 122 200	-	
	13.b liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers	+		-	
	13.c liés aux autres encaissements / décaissements sur compte de tiers - prélèvement de l'Etat	+ 12 702 614	12 702 614	-	
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		- 15 758 898	- 16 148 898	- 390 000	
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée			-	
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	- 15 758 898	- 16 148 898	- 390 000	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		15 298 214	15 298 214	-	
16 Restes à payer = 5 - 12b		11 290 186	26 669 186	15 379 000	
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	234 734 658	250 113 658	15 379 000	
	18 Niveau final du fonds de roulement	33 677 991	33 287 991	- 390 000	
	18.a dont variation du fonds de roulement lié au prélèvement exceptionnel	- 12 702 614	- 12 702 614	-	
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	11 687 658	11 687 658	-	
	20 Niveau final de la trésorerie	21 990 333	21 600 333	- 390 000	
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	-	-	-	
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	21 990 333	21 600 333	- 390 000	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

AUTORISATIONS DE PROGRAMME	CF 2013	CF 2014	CF 2015	CF 2016	BR2 2017	2018
DOMAINE 1 Connaissance, planification, gouvernance, fonctionnement, personnel agence	32 121 551	36 638 052	26 251 380	31 091 440	34 202 000	29 199 300
29. Planification/gestion à l'échelle des bassin/sous-bassins	446 820	455 150	543 200	218 036	533 000	480 000
31. Études générales	1 186 425	1 521 731	1 370 776	1 613 252	1 396 000	2 000 000
32. Connaissances environnementales	6 897 379	12 764 935	1 827 191	1 226 940	6 881 735	5 750 300
33. Action internationale	1 282 420	1 515 698	1 598 300	1 538 850	1 623 000	1 600 000
34. Information, communication, éducation à l'environnement	3 252 642	906 596	1 065 238	3 293 110	1 386 000	822 000
41. Dépenses de fonctionnement	3 268 355	3 341 757	3 702 727	3 168 228	2 960 000	2 960 000
42. Immobilisations	405 272	1 314 885	1 266 689	4 664 894	2 020 000	1 237 000
43. Dépenses de personnel	14 302 770	13 568 797	13 497 156	13 695 024	13 830 000	13 650 000
44. Charges de régularisation	574 356	615 037	1 380 103	1 673 106	1 300 000	700 000
48 Dépenses liées aux redevances					2 068 265	
49 Dépenses liées aux interventions					204 000	
55. Transformations des prêts en subvention	505 113	633 467	0	0	0	0
DOMAINE 2 Mesures générales de gestion de l'eau	76 562 368	66 541 829	76 203 777	71 414 902	73 707 000	60 687 000
11. Stations d'épuration des collectivités	22 103 406	13 864 994	16 238 809	20 469 915	20 049 000	18 800 000
12. Réseaux d'assainissement des collectivités	43 663 588	32 864 472	27 427 545	32 431 929	38 685 000	29 500 000
15. Assistance technique à la dépollution	2 908 942	3 235 813	2 924 901	2 474 695	3 500 000	3 187 000
19. Divers pollution	599 380	2 152 000	0	0	700 000	200 000
25. Eau potable	7 287 051	14 424 549	29 612 522	16 038 363	10 773 000	9 000 000
DOMAINE 3 : Mesures territoriales de l'eau	48 980 661	60 619 123	59 058 227	59 009 381	71 461 000	69 050 000
11. Gestion et traitement des eaux pluviales				302 232		
12. Réseaux d'eaux pluviales et bassins d'orage				2 982 825	1 631 000	
13. Lutte contre la pollution industrielle	13 882 714	24 296 369	5 714 080	5 858 453	15 519 000	14 000 000
14. Aides à l'élimination des déchets	1 137 692	555 147	353 181	602 661	2 301 000	2 400 000
18. Agriculture	16 432 847	15 575 782	18 579 041	21 652 148	19 327 000	18 800 000
21. Gestion quantitative de la ressource	1 706 192	3 655 641	4 238 301	4 896 920	4 955 000	3 750 000
23. Protection de la ressource	1 995 289	1 739 361	2 963 176	2 558 801	3 802 000	3 100 000
24. Restauration et gestion des milieux aquatiques	13 825 927	14 796 824	27 210 448	20 155 341	23 926 000	27 000 000
Hors plafond de dépenses	31 412 835	44 022 537	42 492 969	42 689 971	41 873 614	29 670 000
17. Aide à la performance épuratoire	20 999 935	18 256 500	18 666 015	19 465 206	18 800 000	19 000 000
50. Fonds de concours (AFB + RDP) et préél. Exceptionnel	10 412 900	25 766 037	23 826 954	23 224 765	23 073 614	10 670 000
TOTAL GÉNÉRAL	189 077 415	207 821 541	204 006 353	204 205 694	221 243 614	188 606 300

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2017

DÉLIBÉRATION N° 2017/23 : ACCORD CADRE DE COOPERATION AVEC LA RÉGION GRAND EST

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le 10^{ème} Programme d'intervention de l'Agence portant sur la période 2013-2018 et ses délibérations relatives aux aides financières, dûment approuvées,
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 : DÉCISION D'APPROBATION

D'approuver le projet d'accord cadre de coopération entre la Région Grand Est et les agences de l'eau Rhin-Meuse, Seine-Normandie et Rhône Méditerranée Corse portant sur la période 2017-2021.

ARTICLE 2 : MISE AU POINT

D'autoriser le Directeur général de l'Agence de l'eau à procéder aux mises au point nécessaires, le cas échéant, et à signer les documents contractuels correspondants.

ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE

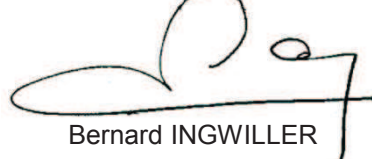
De faire valoir cet accord cadre auprès de ses partenaires institutionnels, en particulier l'Agence Française pour la Biodiversité, qui constitue un partenaire privilégié pour sa mise en œuvre.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Vice-Président
du Conseil d'administration,



Bernard INGWILLER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2017

DÉLIBÉRATION N° 2017/24 : PRIMES 2017 : SUPPRESSION TEMPORAIRE D'UNE CONDITION D'ÉLIGIBILITÉ

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41,
- Vu sa délibération n° 2012/18 du 12 octobre 2012 adoptant le 10ème Programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2013-2018),
- Vu sa délibération n° 2015/24 du 13 octobre 2015 approuvant le document portant révision du 10ème Programme d'intervention de l'Agence de l'eau sur la période 2016-2018,
- Vu sa délibération n° 2015/30 du 26 novembre relative aux dispositions portant révision du 10ème Programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse sur la période 2016-2018,
- Vu sa délibération n° 2015/28 du 26 novembre 2015 relative aux dispositions communes applicables aux aides de l'Agence de l'eau,
- Vu sa délibération n° 2016/06 du 26 février 2016 relative aux mesures additionnelles à la révision du 10ème Programme d'intervention de l'Agence de l'eau sur la période 2016-2018,
- Vu sa délibération n°2016/13 du 30 juin 2016 portant modification des délibérations d'application du 10ème programme révisé
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau,

Et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 : le bénéfice de la prime de résultat n'est plus conditionné au renseignement des indicateurs de performances du service d'assainissement collectif dans l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement pour les maîtres d'ouvrage d'une STEU traitant une CBPO supérieure ou égale à 600KG/j de DBO5, soit supérieure ou égale à 10000 EH.

ARTICLE 2 : La suppression temporaire de cette condition d'accès s'applique à compter de la liquidation des primes de résultats versées lors de l'exercice 2017 et pour les exercices suivants. Sa réactivation sera examinée à l'achèvement de la réforme territoriale des collectivités locales, après 2020.

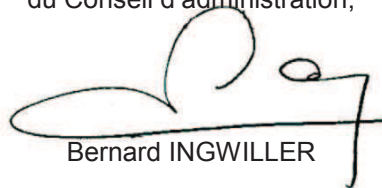
Le Directeur général de l'Agence de l'eau est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Vice-Président
du Conseil d'administration,



Bernard INGWILLER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2017

DÉLIBÉRATION N° 2017/25 : APPEL À PROJETS « QUARTIERS SOCIAUX »

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-40 ;
- Vu sa délibération n°2012/18 du 12 octobre 2012 adoptant le 10^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin Meuse (2013-2018) ;
- Vu sa délibération n°2015/24 du 13 octobre 2015 adoptant la révision du 10^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin Meuse ;
- Vu sa délibération n°2015/28 modifiée, relative aux dispositions communes applicables aux aides de l'Agence de l'eau ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau :

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

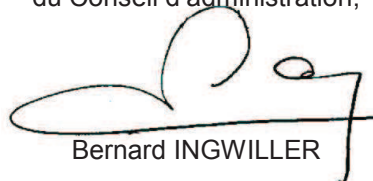
- d'initier un appel à initiatives « programme de transition écologique et solidaire » au sein de quartiers sociaux et en particulier des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- mandate le Directeur Général de l'Agence de l'eau pour préparer le contenu d'un appel à initiatives à soumettre pour approbation au plus tard au cours du 1^{er} trimestre 2018.

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Vice-Président
du Conseil d'administration,



Bernard INGWILLER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2017

**DÉLIBÉRATION N° 2017/26 : ARRET DES AIDES A L'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX
POUR L'EAU**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse considérant :

- Les conclusions de l'étude d'évaluation de 2015 de la politique d'intervention sur la lutte contre les pollutions toxiques dispersées ayant démontré la bonne structuration des filières d'élimination des déchets toxiques et leur pleine opérationnalité pour les petites et moyennes entreprises ;
- Les éléments de cadrage exposés par le Ministre aux présidents de Conseil d'administration, notamment la réorientation des interventions au détriment des aides au fonctionnement ;
- La nécessité de réviser le dispositif des aides à la collecte et à l'élimination des déchets dangereux au regard de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification des entreprises et du décret n° 2016-544 portant dispositions relatives aux conventions de mandat ;
- La nécessité de procéder à des priorités d'intervention au regard de la baisse annoncée des effectifs de l'Agence de l'eau ;

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

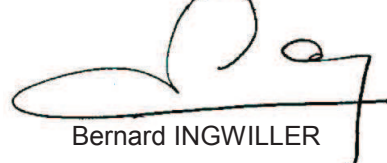
- de mettre fin au dispositif d'aides à l'élimination des déchets dangereux pour l'eau à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- de procéder dans les prochaines semaines à une information collective des opérateurs d'élimination des déchets et de veiller à la mise en place d'une sensibilisation suffisamment anticipée des usagers de ces services.

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Vice-Président
du Conseil d'administration,



Bernard INGWILLER